



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Situation de l'usine Bridgestone à Béthune

Question au Gouvernement n° 3313

### Texte de la question

#### SITUATION DE L'USINE BRIDGESTONE À BÉTHUNE

**M. le président.** La parole est à Mme Marguerite Deprez-Audebert.

**Mme Marguerite Deprez-Audebert.** Bridgestone-Béthune : on croyait ces deux noms liés à vie tant l'usine faisait partie du patrimoine de la ville, à l'instar de son beffroi. Elle fut en 1961, grâce à l'action de la jeune chambre économique, un cadeau venu du ciel américain, incarnant l'amorce de la reconversion minière. Béthune était alors au cœur du marché de l'Europe du Nord-Ouest. L'usine a fait vivre jusqu'à 1500 familles. On y travaillait de père en fils et on en était fier ! Avec le nouveau siècle, elle est passée sous bannière japonaise. C'est vers l'Est et le Sud que se sont déplacés les marchés, mais aussi la compétitivité. La Pologne et l'Italie ont bénéficié des investissements, dont l'usine de Béthune aurait eu besoin pour se restructurer et se robotiser, il y a quelques années.

En France, pendant ces décennies, nous avons maintenu, voire accru une fiscalité dissuasive, en taxant lourdement une production facilement délocalisable. Six millions d'euros de contributions en 2019 pour le site de Béthune ! Cela doit interroger notre responsabilité collective d'élus.

La rentabilité n'a donc fait que décroître. Avec un marché mondial baissier, une absence de politique industrielle européenne, une consommation s'adaptant à notre stratégie de mobilité partagée et la chute de rentabilité du groupe nippon, le couperet est tombé le 16 septembre. Bridgestone ne veut pas profiter des mesures prises par le Gouvernement pour réenchanter l'industrie, relancer l'économie et relocaliser de la production.

Avec plus de 2000 familles touchées, c'est tout un territoire qui sera lourdement touché !

**M. Hubert Wulfranc.** Pas les patrons !

**Mme Marguerite Deprez-Audebert.** Mme Élisabeth Borne et vous-même, madame Pannier-Runacher, étiez hier à Béthune. Accompagnées des services de l'État, vous avez vu les élus mobilisés, les syndicats enclins au dialogue, les salariés dignes mais désabusés et attristés. C'est avant cinq mois qu'il faudra apporter une réponse.

Je sais que le Gouvernement ne laissera pas tomber le Béthunois, dont l'ADN est industriel et qui doit rester un « territoire d'industries ». (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

**Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie.** Merci, madame la députée, d'avoir

été présente hier...

**M. Pierre Cordier.** Merci aussi à Julien Dive !

**Mme Agnès Pannier-Runacher**, *ministre déléguée*. ...et d'avoir témoigné d'une entière disponibilité pour nous accompagner et nous aider à trouver une solution pour cette usine de Béthune que vous connaissez si bien puisque c'est votre père qui avait réussi à la faire installer dans le Béthunois alors qu'une autre région était en compétition, je tenais à le rappeler.

Je sais que vous êtes aux côtés des 863 salariés et de leurs familles qui, aujourd'hui, sont inquiets pour leur avenir. Je sais que vous ferez tout, comme les élus locaux, le président de région, les services de l'État, pour trouver une solution afin de donner un avenir à chacun des salariés et à ce site. Nous savons à quel point l'avenir du Béthunois est attaché à celui de l'industrie.

Vous le savez, nous n'avons pas traîné. Après l'annonce du projet de fermeture mercredi dernier, vendredi a été signé un accord de méthode qui a repris toutes les demandes des organisations syndicales donnant du temps à une négociation de qualité pour trouver des solutions et, lundi, s'est tenue une réunion au cours de laquelle nous avons évoqué la réouverture d'autres scénarios. Nous mandatons un cabinet pour effectuer une contre-expertise des chiffres qui nous seront donnés par la société Bridgestone. Nous analyserons les scénarios permettant de maintenir une activité sur le site mais également de prendre en compte la situation du Béthunois et des sous-traitants.

Nous avons cinq mois, avec Élisabeth Borne, pour nous pencher sur les compétences des salariés et leur donner de la visibilité sur leur avenir ; cinq mois pour densifier ce site industriel où, malheureusement, la production est aujourd'hui très largement inférieure à celle qu'elle a été il y a une dizaine d'années ; cinq mois pour trouver des solutions ailleurs. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Marguerite Deprez-Audebert](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (9<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3313

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Industrie

**Ministère attributaire :** Industrie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [23 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 septembre 2020](#)